

**ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

RESTRICTED
GPA/IC/W/7/Add.1
28 octobre 1994

(94-2118)

Comité intérimaire des marchés publics

Original: anglais

QUESTIONNAIRE SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
DANS LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Réponse du Japon

La communication ci-jointe contient les réponses de la délégation du Japon au questionnaire sur les technologies de l'information dans la passation des marchés publics qui figure dans le document GPA/IC/W/4/Rev.1 en date du 16 septembre 1994.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DANS LA PASSATION
DES MARCHES PUBLICS

Réponses du Japon

1. Les délégations pourraient-elles décrire brièvement les éventuelles dispositions qu'elles ont prises ou qu'elles prévoient de prendre pour introduire les technologies de l'information (commerce électronique) dans la passation des marchés publics? Si de telles dispositions ont été prises ou sont prévues, visent-elles les marchés qui relèvent de l'Accord actuellement en vigueur ou les marchés relevant du nouvel Accord qui a été signé? A tous les niveaux des pouvoirs publics? Dans le cas où les délégations n'envisagent pas d'introduire les technologies de l'information dans la passation des marchés publics, pourraient-elles en expliquer les raisons?

Aux fins de créer une base de données électronique qui contiendrait des renseignements sur les marchés publics publiés au Kanpō (Journal officiel du Japon) y compris ceux des entités visées par l'Accord actuellement en vigueur et/ou qui relèvent des annexes 1 et 3 du nouvel Accord, le gouvernement japonais a pris des dispositions en octobre 1994 pour que dès janvier 1995 les entités concernées commencent à utiliser des formulaires communs pour les avis relatifs aux marchés publics devant paraître au Journal officiel.

L'Organisation japonaise du commerce extérieur est en train de constituer une base de données en utilisant les renseignements relatifs aux marchés publics qui doivent être fournis dans les formulaires communs. Cette base de données devrait être prête à la fin du mois de mars 1995.

2. Quelle(s) fonction(s) les technologies de l'information rempliraient-elles dans de tels systèmes et qui en seront les utilisateurs?

La base de données devrait contenir des renseignements sur les entités contractantes, l'objet des marchés, les adresses où l'on peut obtenir la documentation relative aux appels d'offres, le calendrier des réunions d'information sur les appels d'offres, des renseignements sur l'adjudication des marchés et sur les qualifications requises pour participer aux procédures de passation des marchés.

Les principaux utilisateurs de cette base de données devraient être les fournisseurs nationaux et étrangers.

3. Les délégations pourraient-elles décrire les aspects techniques des systèmes utilisés ou prévus? En particulier pour ce qui concerne l'infrastructure/matériel-logiciel et ses options/normes?

La base de données étant en cours d'élaboration, il est actuellement impossible de fournir des précisions sur l'infrastructure/matériel-logiciel et les options/normes du système.

4. Les délégations pourraient-elles indiquer les éventuelles limites à l'accès aux informations disponibles dans un système? Quelle est l'étendue de l'accès potentiel pour les fournisseurs intéressés? Quelles sont les possibilités d'accès pour les fournisseurs d'autres pays signataires? Quels peuvent être les obstacles à l'accès pour les fournisseurs d'autres pays signataires?

La base de données étant en cours d'élaboration, les renseignements concernant le mode d'accès aux informations ne sont pas disponibles.

5. La question de l'interaction entre l'appel d'offres électronique et les obligations concernant la publication et les délais imposées par l'Accord a-t-elle été discutée?

6. Pour les délégations qui utilisent une base de données indiquant les marchés à passer par l'Etat:

i) Quel est le nom de cette base de données?

Le nom de la base de données qui est en cours d'élaboration n'est pas connu.

ii) Depuis combien de temps la base de données fonctionne-t-elle et combien de fournisseurs l'utilisent?

La base de données devrait être prête à la fin du mois de mars 1995.

iii) Les fournisseurs qui utilisent ce système doivent-ils payer une redevance? Dans l'affirmative, quel est le montant de cette redevance et que comprend-elle?

Il est, pour l'instant, prévu que les utilisateurs de cette base de données ne paieront pas de redevance.

iv) Les fournisseurs peuvent-ils obtenir la documentation relative aux appels d'offres par voie électronique? Dans l'affirmative, comment?

La base de données, qui sera constituée à partir des renseignements devant être publiés au Journal officiel, ne contiendra pas la documentation relative aux appels d'offres.

v) Comment les informations figurant dans la base de données sont-elles organisées?

L'Organisation japonaise du commerce extérieur introduira dans la base de données les renseignements qui lui seront communiqués par le Bureau d'impression du Ministère des finances (Printing Bureau of Ministry of Finance).

vi) La base de données a-t-elle d'autres caractéristiques?

A l'heure actuelle, aucun renseignement n'est disponible.

vii) Quel est approximativement le nombre de marchés à passer par l'Etat qui sont indiqués chaque année dans la base de données?

La base de données, qui devrait être prête à la fin du mois de mars 1995, contiendra tous les renseignements sur les marchés publics qui doivent être publiés au Journal officiel.

viii) Le système est-il géré par les pouvoirs publics ou par une société privée?

La base de données sera gérée par l'Organisation japonaise du commerce extérieur, entité liée à l'Etat, sur la base d'un arrangement conclu entre ministères et agences.